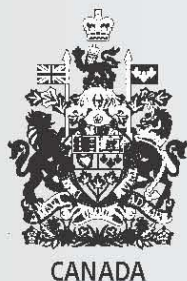


Senate



Sénat

CANADA

**COMITÉ SÉNATORIAL
PERMANENT DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU
COMMERCE INTERNATIONAL**

***LE CANADA ET LA RUSSIE :
MISER SUR LES SUCCÈS
D'AUJOURD'HUI
POUR RÉALISER LE
POTENTIEL DE DEMAIN***

Mars 2010

This report is also available in English.
Information regarding the committee can be obtained through its web site:
www.senate-senat.ca/foraffetrang.asp

Des renseignements sur le comité sont donnés sur le site :
www.senate-senat.ca/foraffetrang.asp

***LE CANADA ET LA RUSSIE :
MISER SUR LES SUCCÈS D'AUJOURD'HUI
POUR RÉALISER
LE POTENTIEL DE DEMAIN***

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	1
Le comité.....	3
Ordre de renvoi.....	5
Résumé.....	7
Introduction.....	13
Les succès commerciaux du Canada en Russie.....	17
Recette du succès.....	20
Tenir bon malgré les difficultés systémiques.....	22
Défis et initiatives de réforme en Russie.....	29
Perspectives d'avenir.....	35
Savoir saisir les occasions offertes.....	41
Rendre le système de visas plus efficient.....	41
Présence accrue des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada.....	42
La concurrence de l'extérieur.....	43
Accords bilatéraux et internationaux.....	44
Affectation des ressources supplémentaires par le gouvernement canadien.....	45
Conclusion.....	47

REMERCIEMENTS

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a consacré deux années à l'étude de l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et de ses répercussions sur les politiques canadiennes. Je souhaite adresser mes remerciements personnels aux membres du comité qui ont assisté aux longues et nombreuses réunions qu'il a fallu tenir pour entendre tous ceux qui se sont présentés devant nous durant notre étude.

Les sénateurs Raynell Andreychuk, Dennis Dawson, Percy E. Downe et David P. Smith ont réussi, malgré un emploi du temps souvent chargé, à se libérer pour visiter la Russie et, notamment, Moscou et Khanty-Mansiysk. J'ai été grandement aidé par le vice-président, le sénateur Peter Stollery, dont la connaissance de la Russie a été d'un grand secours.

Je tiens également à remercier tout particulièrement nos homologues du Conseil de la Fédération de Russie, M. Mikhail V. Margelov, président du Comité des affaires étrangères, ainsi que le sénateur Gennady Dmitrievich Oleynik, du Gouverneur M. Aleksander Vasiliévitch Filipenko et M. Vasily Soudykov de leur aide et de leur soutien.

Je tiens en outre à remercier tous ceux qui ont comparu devant nous au nom des différents groupes d'interlocuteurs. La qualité de leurs témoignages, tant oraux qu'écrits et leur aptitude à répondre au pied levé à des questions souvent complexes témoignent de leur expertise et de leur détermination à améliorer notre compréhension de la Russie d'aujourd'hui, et, plus particulièrement, des relations canado-russes. Ils ont été d'un grand secours au comité dans la conduite de cette étude.

Il convient également de remercier, pour leur assistance, l'Ambassade du Canada à Moscou, et, plus particulièrement, Son Excellence Ralph Lysyshyn et M^{me} Deborah Dunton, ainsi que l'Ambassade de Russie au Canada, et, plus particulièrement, Son Excellence Georgiy Mamedov.

Le comité n'aurait pas pu mener à bien cette étude sans le concours des analystes du Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement, et, plus spécialement, M^{me} Natalie Mychajlyszyn, M^{me} Jennifer Paul, ainsi que leur prédécesseur, M. Peter Berg. Je tiens aussi à remercier le greffier du comité, M. Denis Robert, et son prédécesseur, M^{me} Keli Hogan, le personnel de soutien du Sénat, ainsi que les traducteurs et interprètes, qui nous ont tous aidés dans le cadre de cette étude. Je souhaite enfin adresser mes remerciements à M^{me} Alicia Wanless, de mon bureau d'Ottawa, pour son aide et ses conseils.

Je sais m'exprimer au nom du comité tout entier en déclarant que nous espérons de tout cœur que le présent rapport permettra d'améliorer et de renforcer les relations entre le Canada et la Russie.

*Sénateur Consiglio Di Nino,
Président du comité
durant la deuxième session de la trente-neuvième législature
(du 16 octobre 2007 au 7 septembre 2008)
et la deuxième session de la quarantième législature
(du 26 janvier 2009 au 30 décembre 2009)*

LE COMITÉ

Les sénateurs suivants ont participé à l'étude :

- * L'honorable Raynell Andreychuk, présidente du comité;
- * L'honorable Peter Stollery, vice-président du comité.

et

Les honorables sénateurs :

- Eymard Corbin (retraité le 2 août 2009);
- * Dennis Dawson;
- Pierre De Bané, C.P.;
- * Consiglio Di Nino (ancien président du comité);
- * Percy Downe;
- Doug Finley;
- Suzanne Fortin-Duplessis;
- Jerahmiel S. Grafstein (retraité le 2 janvier 2010);
- Mobina Jaffer;
- Frank Mahovlich;
- Pierre Claude Nolin;
- Hugh Segal;
- * David P. Smith, C.P.;
- Carolyn Stewart-Olsen;
- Pamela Wallin.

* Indique les sénateurs ayant participé à la mission d'étude en Russie.

Membres d'office du comité :

Les honorables sénateurs Marjory LeBreton, C.P. (ou Gérard Comeau) et James Cowan (ou Claudette Tardif)

Autres sénateurs ayant participé, de temps à autre, à cette étude :

Les honorables sénateurs Léo Housakos, Rod A.A. Zimmer, Céline Hervieux-Payette, C.P., David Tkachuk et Fernand Robichaud, C.P.

Personnel du comité :

Natalie Mychajlyszyn, analyste, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement;
Karen Schwinghamer, conseillère principale en communications;
Sylvie Simard, adjointe administrative; et
Denis Robert, greffier du comité.

Autres personnel ayant aidé le comité, de temps à autre, à cette étude :

Jennifer Paul et Peter Berg, anciens analystes auprès du Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement; et Keli Hogan, ancienne greffière du comité.

ORDRE DE RENVOI

Extrait des *Journaux du Sénat*, le mardi 16 mars 2010 :

« L'honorable sénateur Andreychuk propose, appuyé par l'honorable sénateur Wallin,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international soit autorisé à étudier, en vue d'en faire rapport sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et les répercussions sur les politiques canadiennes;

Que les documents reçus, les témoignages entendus, et les travaux accomplis par le comité sur ce sujet au cours de la deuxième session de la trente-neuvième législature et de la deuxième session de la quarantième législature soient renvoyés au comité;

Que le comité présente son rapport final au plus tard le 30 juin 2010; et conserve les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions jusqu'au 31 décembre 2010.

Après débat, [...]

La motion est adoptée avec dissidence.

ATTESTÉ:

Gary W. O'Brien
Greffier du Sénat

RÉSUMÉ

La Russie est un pays dynamique. Près de vingt ans après qu'elle a entrepris de renoncer à son économie centralisée, ses progrès sont indéniables, mais elle n'est pas au bout de ses peines. Comme l'a souligné son président, Dimitri Medvedev, la Russie doit encore surmonter certains obstacles qui l'empêchent pour l'instant de réaliser son plein potentiel comme leader économique mondial.

Malgré ces obstacles et leurs effets sur le climat d'affaires en Russie, l'avenir des échanges commerciaux et des investissements entre le Canada et la Russie demeure prometteur. Le présent rapport fait état de l'évaluation préliminaire faite par le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, au terme d'une longue série d'audiences à Ottawa et d'une mission d'étude de six jours en Russie.

Nous avons tout lieu de nous réjouir de l'évolution des relations commerciales entre le Canada et la Russie et des perspectives d'avenir à cet égard. Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international s'est rendu en Russie du 11 au 16 octobre 2009 pour y effectuer une mission d'étude, laquelle prévoyait des rencontres à Moscou et à Khanty-Mansiysk . Cette mission s'inscrivait dans le cadre d'une étude à plus grande échelle du Comité sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie et ses répercussions sur les politiques canadiennes, devant s'échelonner sur deux ans. Elle visait à approfondir notre compréhension du commerce des biens et services et des investissements entre le Canada et la Russie. Elle avait aussi pour but de voir de quelles façons il serait possible de stimuler les relations commerciales entre les deux pays pour en accroître les avantages réciproques. Le Comité voulait également évaluer les débouchés possibles pour les entreprises canadiennes, qui pourraient ultimement profiter à l'ensemble de notre économie.

Tout au long de notre mission, nous avons été impressionnés par le nombre de succès commerciaux du Canada. Il nous est apparu clairement que ces entreprises ont du succès parce qu'elles investissent du temps et de l'énergie dans leurs projets en Russie. Toutes ont dit au Comité que pour réussir en Russie, il ne faut pas être pressé, puisqu'il faut du temps pour apprendre à connaître ses clients et ses partenaires et pour tisser des liens personnels avec les partenaires et avec les autorités gouvernementales compétentes à l'échelle locale, régionale et fédérale.

Nous avons également été impressionnés par les multiples possibilités de renforcement de nos liens commerciaux. En effet, nos interlocuteurs russes ont à maintes reprises affirmé qu'ils avaient besoin des innovations et des technologies canadiennes pour moderniser leur économie. Les autres secteurs où, nous a-t-on dit, les entrepreneurs et les investisseurs canadiens ont été chaleureusement accueillis et continueront de l'être sont les suivants : l'infrastructure, les transports, les chemins de fer, l'agriculture et l'agroalimentaire, le bois d'œuvre et le papier, la construction (en particulier, les maisons à ossature de bois) et les autres ressources naturelles comme l'industrie minière. L'économie verte offre aussi des débouchés aux entreprises canadiennes qui encouragent la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique, et font usage de technologies vertes. Notre visite à Khanty-Mansiysk en Sibérie a contribué à renforcer nos impressions quant aux occasions d'expansion industrielle régionale, incluant le tourisme, en misant sur leurs expériences et activités nordiques au nombre des attraits dignes d'intérêt.

Parallèlement, nous avons acquis une meilleure compréhension des réformes économiques prioritaires de la Russie, de ses défis démographiques et de leurs répercussions sur les perspectives et la modernisation futures du pays.

Nous avons aussi été mis au fait des obstacles qui ont nui à l'évolution de nos relations et empêché la réalisation de leur vrai potentiel, comme le protectionnisme

russe, en particulier dans les secteurs stratégiques comme le pétrole et le gaz, la lourdeur des processus bureaucratiques et la corruption.

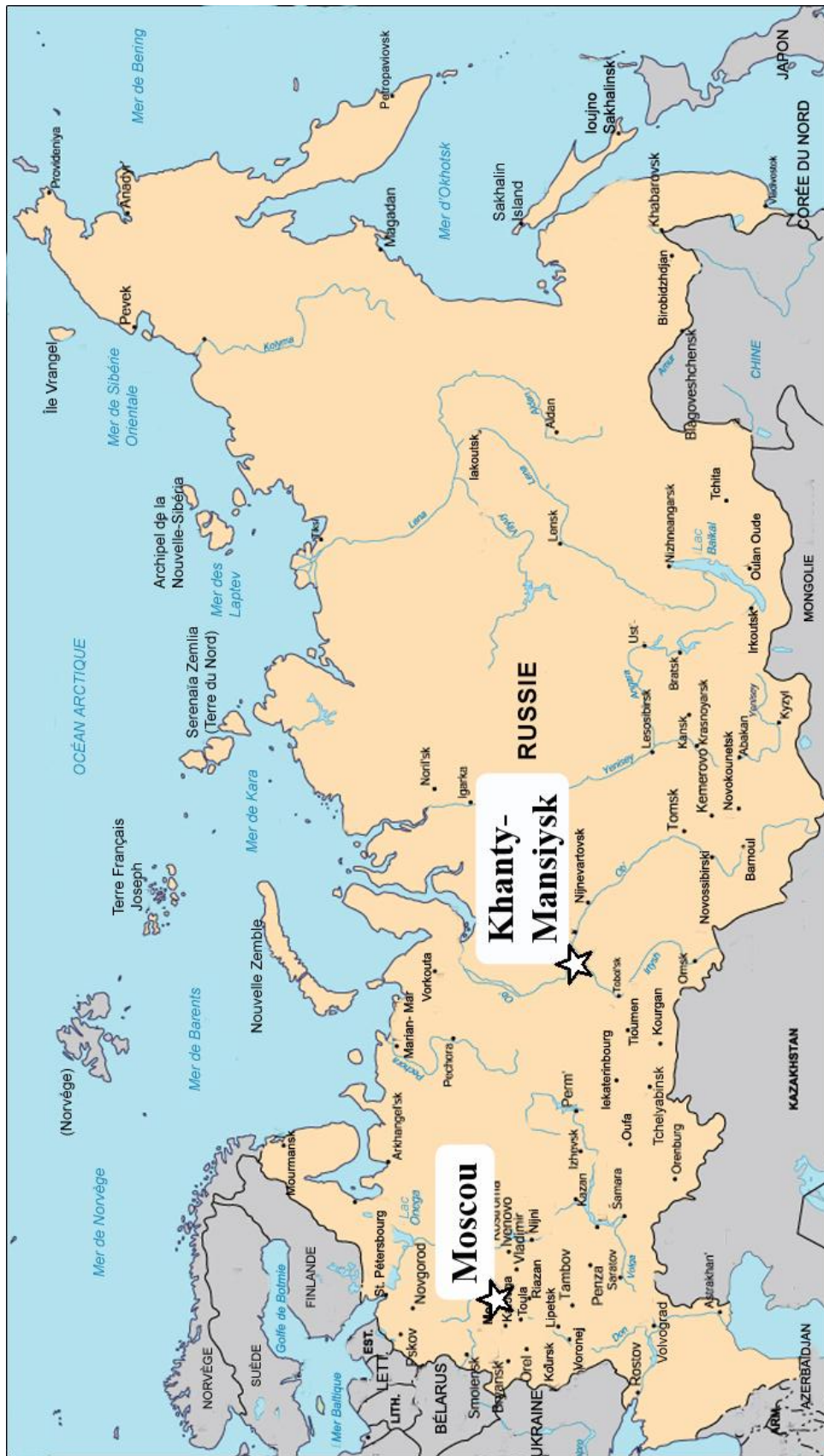
Nous avons également eu vent de préoccupations au sujet du traitement des visas canadiens destinés aux partenaires commerciaux russes qui, apparemment, nuirait au développement de relations commerciales, et à propos des avantages dont jouissent les concurrents canadiens grâce aux visites de dignitaires et aux contacts de haut niveau.

Des représentants des milieux d'affaires canadiens en Russie ont dit au Comité que les Russes aiment les Canadiens et sont heureux de faire des affaires avec eux. Des représentants du gouvernement russe ont eux-mêmes indiqué voir d'un très bon œil la présence de nos entreprises dans leur pays et notre intérêt à l'égard du développement de relations commerciales et d'investissements entre la Russie et le Canada. Que le Canada devienne ou non un des principaux partenaires commerciaux de la Russie, sous le rapport du volume et du montant des échanges et des investissements, le plus important est que les deux États développent au maximum leurs relations commerciales et sur le plan d'investissement, et en tirent chacun le meilleur parti. À cette fin, le Comité pense qu'il est important de mettre en plus grand relief les réussites commerciales du Canada, puisque c'est grâce au travail accompli par les sociétés canadiennes qui ont réussi à se démarquer dans différents secteurs de l'économie en Russie, et au respect qu'elles ont acquis, que le Canada doit sa bonne réputation, une réputation qu'il cherchera à mettre à profit pour étendre ses relations commerciales avec la Russie et se bâtir un avenir plus prospère. La tâche sera ardue, mais elle n'est pas impossible.

Le présent rapport intérimaire et notre étude générale sur la Chine, l'Inde et la Russie ont pour but d'examiner l'émergence de ces pays dans l'économie mondiale et ses répercussions sur les politiques canadiennes. Il va de soi que le présent rapport

intérimaire met l'accent sur ce thème et traite plus précisément des relations commerciales et des investissements entre le Canada et la Russie. Nous croyons aussi qu'en mettant en évidence les débouchés et les partenariats possibles, notre rapport contribuera peut-être à en accélérer la réalisation, préparera le terrain pour que les relations commerciales entre le Canada et la Russie continuent d'être mutuellement avantageuses à l'avenir et sera profitable à l'économie canadienne.

Ce rapport intérimaire a non seulement pour but d'améliorer notre compréhension de la situation économique, politique et sociale en Russie, mais aussi de contribuer à l'élaboration de nos politiques gouvernementales à la lumière des répercussions sur le Canada de l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie. Leur ascension sur la scène économique mondiale au cours des dernières années est tout à fait stupéfiante. Cependant, les échanges commerciaux et les investissements du Canada dans ces pays, même s'ils se sont intensifiés, n'ont pas atteint leur plein potentiel. Les enjeux, sur le plan de notre compétitivité mondiale et de notre bien-être économique, sont en fait énormes. Le niveau du débat sur les questions connexes n'est toutefois pas à la hauteur de ces enjeux. En préparant le présent rapport, nous espérons hausser le niveau du débat, mieux sensibiliser le lecteur aux questions en jeu et, en fin de compte, enrichir les discussions sur les politiques gouvernementales au sujet de l'avenir des échanges commerciaux et des investissements du Canada dans une économie mondiale en évolution.



INTRODUCTION

Le Canada et la Russie ont beaucoup en commun : étendue du territoire et climat, abondance de ressources naturelles et de plaines fertiles, richesse des populations et des collectivités autochtones et sentiment de fierté face aux réalisations nationales. Nous sommes partenaires dans un bon nombre d'initiatives commerciales couronnées de succès, notamment la mise en valeur des industries pétrolières et gazières grâce à l'utilisation de technologies de pointe et à la gestion de fermes laitières et d'élevages bovins et porcins sains et productifs. Ensemble, nos deux pays ont aussi contribué au succès d'initiatives culturelles entre autres protégeant les langues autochtones. Près de 20 ans après que l'Union soviétique – et plus tard la Russie – a commencé à s'affranchir des principes régissant son économie centralisée, nous avons tout lieu de nous réjouir de l'évolution significative des relations commerciales entre le Canada et la Russie et des perspectives d'avenir à cet égard.

Le dynamisme de la Russie a certes de quoi impressionner. En fait, ses progrès sont indéniables, mais elle n'est pas au bout de ses peines. Comme l'a lui-même souligné son président, Dimitri Medvedev, dans un article en date du 10 septembre 2009 intitulé « Go Russia! »¹. Dans cet article, le président Medvedev met publiquement et succinctement en relief les problèmes de la Russie. Il y affirme que « la corruption, le vol, la paresse intellectuelle et spirituelle et l'ivrognerie [...] sont des vices qui font insulte à nos traditions ». Il utilise aussi des mots ou des expressions du genre « économie primitive », « corruption endémique », « état d'arriération », « dépendance humiliante à l'égard des matières premières », « attitude paternaliste », et « maux sociaux » pour illustrer son point de vue et insister sur le fait qu'il faut trouver une solution à ces problèmes pour que la Russie devienne un pays « moderne et viable ». Il

¹ Le président Dimitri Medvedev, « Go Russia! [Rossiya Vperyod!] », 10 septembre 2009, http://eng.kremlin.ru/speeches/2009/09/10/1534_type104017_221527.shtml. [TRADUCTION]

ne fait aucun doute que ce sont là parmi les principaux obstacles qui empêchent pour l'instant la Russie de réaliser son plein potentiel comme leader économique mondial.

Malgré ces obstacles et leurs effets sur le climat d'affaires en Russie, l'avenir des échanges commerciaux et des investissements entre le Canada et la Russie demeure prometteur. Le présent rapport fait état de l'évaluation préliminaire faite par le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, au terme d'une longue série d'audiences à Ottawa et d'une mission d'étude de six jours en Russie. Cette mission, qui s'inscrivait dans le cadre de notre étude générale de deux ans sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie et ses répercussions sur les politiques canadiennes, visait à approfondir notre compréhension du commerce des biens et services et des investissements entre le Canada et la Russie, et à voir de quelles façons les relations commerciales entre les deux pays peuvent être stimulées pour procurer encore plus d'avantages réciproques. Nous voulions également voir quels sont les débouchés possibles pour les entreprises canadiennes, qui pourraient ultimement profiter à l'ensemble de notre économie.

La mission, qui s'est déroulée du 11 au 16 octobre 2009, réunissait six membres du Comité et deux accompagnateurs. Nous nous sommes rendus à Moscou et à Khanty-Mansiysk en Russie subarctique, où nous avons tenu 26 réunions au total et rencontré plus de 40 interlocuteurs issus de diverses administrations et divers parlements fédéraux et régionaux de Russie, d'entreprises canadiennes et russes, d'organismes internationaux, de médias et d'instituts de recherche, ainsi que des représentants de l'ambassade du Canada. Nous avons aussi visité l'exposition agricole « L'automne d'or », qui se tient annuellement en Russie et à laquelle participent bon nombre d'entreprises canadiennes désireuses de faire connaître leurs produits et services.

Tout au long de notre mission, nous avons à maintes reprises entendu parler d'entreprises canadiennes qui parviennent à se démarquer en Russie – les médias occidentaux font peu de cas de ces réussites et préfèrent mettre l'accent sur les histoires de faillites d'entreprises, de corruption, et d'activités des groupes criminels en Russie. Plusieurs interlocuteurs ont aussi insisté sur l'éventail de débouchés et de possibilités de renforcement de nos liens commerciaux qui s'élargit au fur et à mesure que la Russie poursuit ses efforts de modernisation et de plus grande efficacité économique. En particulier, nos interlocuteurs russes ont à maintes reprises affirmé qu'ils avaient besoin des innovations et des technologies canadiennes pour atteindre leurs objectifs.

Durant notre mission, nous avons aussi eu vent de préoccupations au sujet des obstacles qui empêchent la réalisation du vrai potentiel de nos relations, comme le traitement des visas canadiens destinés aux partenaires commerciaux russes et les avantages dont jouissent les concurrents canadiens grâce aux visites de dignitaires et aux contacts de haut niveau.

Les impressions ainsi recueillies revêtent une telle pertinence aux yeux du Comité que celui-ci a convenu à l'unanimité qu'il devait en faire état dans un rapport intérimaire, dans le cadre de son étude générale sur la Chine, l'Inde et la Russie.

La Russie est loin d'être un pays sans histoires. En fait, elle est confrontée à de multiples et évidentes difficultés, qui ne concernent pas uniquement le domaine commercial. Comme nous l'avons appris lors de notre rencontre au Centre de Moscou de la Dotation Carnegie pour la paix internationale et à l'occasion d'une table ronde avec des journalistes russes, la Russie est encore aux prises avec des problèmes d'instabilité dans le Caucase du Nord, notamment en Tchétchénie, des préoccupations

au sujet des droits de la personne, des médias dont l'indépendance laisse à désirer et un processus électoral contrôlé par l'État.

Le présent rapport intérimaire et notre étude générale sur la Chine, l'Inde et la Russie ont toutefois pour but d'examiner l'émergence de ces pays dans l'économie mondiale et ses répercussions sur les politiques canadiennes. Il va de soi que le présent rapport intérimaire met l'accent sur ce thème et traite plus précisément des relations commerciales et des investissements entre le Canada et la Russie. De plus, il est de notre avis qu'en mettant en évidence les débouchés et les partenariats possibles, notre rapport contribuera peut-être à en accélérer la réalisation, préparera le terrain pour que les relations commerciales entre le Canada et la Russie continuent d'être mutuellement avantageuses à l'avenir et sera profitable à l'économie canadienne.

Le présent rapport intérimaire a non seulement pour but d'améliorer notre compréhension de la situation économique, politique et sociale en Russie, mais aussi de contribuer à l'élaboration de nos politiques gouvernementales à la lumière des répercussions sur le Canada de l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie. Leur ascension sur la scène économique mondiale au cours de deux dernières décennies est tout à fait impressionnante. Cependant, les échanges commerciaux et les investissements du Canada dans ces pays, même s'ils se sont intensifiés, n'ont pas atteint leur plein potentiel. Les enjeux, sur le plan de notre compétitivité mondiale et de notre bien-être économique, sont en fait énormes. Le niveau du débat sur les questions connexes n'est toutefois pas à la hauteur de ces enjeux. En préparant le présent rapport, nous espérons hausser le niveau du débat, mieux sensibiliser le lecteur aux questions en jeu et, en fin de compte, enrichir les discussions sur les politiques gouvernementales au sujet de l'avenir des échanges commerciaux et des investissements du Canada dans une économie mondiale en évolution.

LES SUCCÈS COMMERCIAUX DU CANADA EN RUSSIE

Les échanges de marchandises entre le Canada et la Russie se sont accrus ces dernières années. La valeur totale des échanges bilatéraux, qui s'élevait à 787 millions de dollars en 1999, est passée à près de 3,6 milliards de dollars en 2008, soit une hausse moyenne de 16,3 % par année au cours de cette période. En 2009, la valeur totale des échanges de marchandises entre le Canada et la Russie était d'approximativement 4 milliards de dollars².

Les exportations de marchandises ont progressé en moyenne de 23,6 % par année entre 1999 et 2008, de sorte que la Russie est maintenant la 18^e destination la plus populaire pour les exportations canadiennes de marchandises, dont la valeur atteignait 1,5 milliard de dollars en 2008. Les principales exportations sont le porc, la machinerie, les pièces d'automobile, les aéronefs de même que les crevettes. De façon plus précise, 80 % des exportations agricoles du Canada vers la Russie en 2008 étaient constituées de viande et d'abats comestibles, soit 75 % étant constitués de différentes coupes de porc et de produits du porc, et les 5 % restants, de bovins sur pied. En dollars, la Russie a importé en 2008 l'équivalent de 505 millions de dollars US en produits agroalimentaires, en poissons et en fruits de mer en provenance du Canada. La même année, la Russie était la quatrième destination en importance des exportations canadiennes de produits de consommation, devant la Chine et tout pays de l'Union européenne, et tout juste derrière le Mexique³. Cependant, en 2009, les exportations canadiennes ont considérablement diminuées de 41 % à 885 \$ millions. Ces diminutions touchaient plus spécifiquement les exportations des produits agroalimentaires, de poissons et de fruits de mer. De plus, la valeur des exportations

² Statistique Canada.

³ Rencontre à Moscou, en Russie, le 11 octobre 2009.

de services canadiens en Russie s'élevait à 281 millions de dollars en 2007, tandis que l'investissement direct du Canada en Russie atteignait 540 millions de dollars en 2008⁴.

La mission d'étude du Comité a permis de mettre des noms et des visages sur les statistiques énoncées précédemment et de renforcer la visibilité des entreprises canadiennes dans différents secteurs d'activité et différentes régions de la Russie. Notre visite à l'exposition agricole « L'automne d'or » a été particulièrement fructueuse à cet égard. Par exemple, le vice-président exécutif du Canadian Beef Breeds Council, Herb McLane, avec l'appui de représentants de la Canada Beef Export Federation et d'Alberta Exports International Ltd., a participé à titre de conférencier invité à un groupe de discussion qui s'est intéressé aux tendances et aux perspectives actuelles en Russie dans le domaine du développement des bovins. Au nombre des autres exposants canadiens, se trouvait Semex, une entreprise de Guelph de renommée internationale qui offre des services de reproduction au marché russe depuis 1998. Semex fait de bonnes affaires en Russie puisqu'elle a réussi à y décrocher un contrat exclusif pour les importations de sperme. L'entreprise Xports International du Manitoba était aussi au nombre des exposants. Ses représentants ont expliqué au Comité les activités de cette entreprise à titre d'experts-conseils dans la promotion des exportations laitières et bovines en Russie. Le chiffre d'affaires de l'entreprise Genesis Inc. du sud de l'Ontario a beaucoup progressé depuis son entrée sur le marché en 2007, puisqu'elle est devenue le plus important fournisseur canadien de porc et de matériel génétique porcin dans le sud de la Russie. L'entreprise estime que le marché russe offre davantage de possibilités lucratives que le marché canadien, puisque le prix par tête s'y élève à environ 100 \$.

⁴ Statistique Canada.

D'autres entreprises canadiennes connaissent du succès en Russie, c'est le cas de celles œuvrant dans le secteur de l'extraction. Par exemple, Kinross Gold Corporation, qui est le plus important investisseur étranger dans les mines d'or du pays, est présent dans l'Extrême-Orient russe, plus précisément à Tchoukotka, depuis le milieu des années 1990. Même si elle a depuis vendu une partie de ses actifs, la société Kinross demeure un chef de file dans le secteur, en raison de différentes acquisitions de grande valeur, comme l'achat en 2007 de la mine Kupol, qui est la deuxième mine d'or en importance en Russie. De même, l'entreprise NewCo Well Services à Nijnevartovsk dans le district (okrug) autonome subarctique de Khanty-Mansiysk, fournit des technologies et des innovations occidentales à l'industrie pétrolière russe depuis sa création en 2000 par la société calgarienne TriCan.

D'autres entreprises canadiennes ont également réussi à s'imposer en Russie et occupent une place importante dans le paysage commercial. C'est le cas de Bombardier, qui a réussi à vendre ses avions de transport régional de 50 places CRJ200 aux lignes aériennes intérieures. Bombardier a aussi accru sa présence dans l'industrie ferroviaire et dans le secteur des jets privés. En fait, Bombardier Transportation (RUSIG) LLC est une coentreprise avec Russian Railways.

Pour sa part, l'entreprise SNC-Lavalin est présente en permanence dans la région depuis 1989 et a réalisé plus de 170 contrats dans différents services et secteurs, notamment le pétrole et le gaz, la construction, les mines et la métallurgie, l'hydroélectricité et l'énergie thermique, l'agroalimentaire, l'eau, les transports et l'infrastructure. Plus important encore, elle a obtenu des licences russes à l'égard de travaux de conception, de construction et d'activités générales dans différents secteurs industriels afin de faciliter ses activités commerciales. Ses grands projets actuellement en chantier en Russie comprennent la construction d'une voie ferrée et d'une

autoroute de 46 kilomètres en vue des Jeux olympiques d'hiver de 2014, à Sotchi, la conception, l'approvisionnement, la construction et la supervision de SUMZ, une usine d'acide sulfurique à Iekaterinbourg, la construction d'une nouvelle usine de cosmétiques de L'Oréal dans la région de Kalouga et d'un nouveau complexe de transformation de la potasse à Volgograd, au nom d'Eurochem.

Le succès du Canada dans le secteur des arts et du divertissement en Russie mérite aussi d'être mentionné. En fait, durant notre séjour à Moscou, il était impossible de ne pas savoir que le Cirque du Soleil de Montréal était en ville et de ne pas voir les nombreuses affiches annonçant son spectacle *Varekai* à Moscou. Cette réalisation fait suite à la création du Cirque du Soleil Rus en décembre 2008, grâce à l'initiative de deux hommes d'affaires aguerris qui ont déjà fait leur marque en Russie : George Cohon, qui a implanté McDonald au Canada et en Russie, et Craig Cohon, qui a lancé les activités de Coca-Cola en Russie au début des années 1990 et qui est l'actuel vice-président du Cirque du Soleil Rus. Le spectacle *Varekai* est censé ouvrir la voie au Cirque du Soleil pour conquérir le marché russe⁵.

Recette du succès

Même si nous n'avons pas eu l'occasion de rencontrer d'entreprises qui ont eu de mauvaises expériences en Russie, l'expérience de celles que nous avons rencontrées démontre clairement par contre qu'il est possible de réussir en Russie.

Nous avons appris que le succès des entreprises canadiennes en Russie ne repose pas sur une formule ou un modèle particulier. Même s'il est toujours essentiel de recruter

⁵ « Le *Cirque du Soleil* prévoit investir et conclure des partenariats à long terme en Russie », 2 décembre 2008, http://www.cirquedusoleil.com/cirquedusoleil/pdf/pressroom/fr/Russie_comm_fr.pdf

du personnel sur place, certaines entreprises sont parvenues à tirer leur épingle du jeu sans avoir à passer par un intermédiaire (Xports International, Kinross Gold Corporation). D'autres, par contre, y ont établi une société de portefeuille ou une filiale (Semex à Nizhny Novgorod, Trican Well Services Ltd. de Calgary, qui a créé NewCo Well Services à Nizhne Vartovsk dans le district de Khanty-Mansiysk) ou un bureau local (Genesis à Moscou, Bombardier Transport à Moscou, Saint-Pétersbourg et Novotcherkassk dans le sud de la Russie) afin de pouvoir étendre leurs activités. D'autres entreprises, comme la société ontarienne Vanden Bussche Irrigation, qui se spécialise dans le développement et la mise en œuvre de solutions techniques dans différents secteurs de l'industrie agricole, notamment l'élimination des déchets, la culture de la pomme de terre, l'irrigation et l'entreposage des légumes, sont représentées en Russie par une entreprise russe, en l'occurrence Agrozshiniringovaya.

Il nous est apparu clairement que ces entreprises ont du succès parce qu'elles investissent du temps et de l'énergie dans leurs projets en Russie. Toutes ont dit au Comité que pour réussir en Russie, il ne faut pas être pressé, puisqu'il faut du temps pour apprendre à connaître ses clients et ses partenaires et pour tisser des liens personnels avec les partenaires et avec les autorités gouvernementales compétentes à l'échelle locale, régionale et fédérale. De même, il est tout aussi important de s'engager à long terme, puisque cela permet de mieux comprendre la façon dont les affaires se traitent en Russie et de se faire une meilleure idée des normes et des méthodes russes, qui diffèrent souvent des nôtres. À cet effet, la pratique des affaires au Canada et en Russie est à plusieurs égards hétérogène et les entreprises canadiennes doivent s'adapter à une particularité, à savoir le rôle joué par le gouvernement dans l'orientation des décisions d'affaires. En effet, au Canada, l'ingérence gouvernementale est moins marquée, tandis qu'en Russie, c'est le contraire qui est la norme.

Une entreprise socialement responsable investira à long terme, embauchera des employés sur place et redonnera quelque chose à la collectivité, de sorte que le client local sera d'autant plus intéressé à conclure un partenariat. Les sociétés Terralink et Kinross mettent justement en pratique les principes de responsabilité sociale des entreprises. Ainsi, Kinross a créé la Fondation Kupol, qui est un fonds de développement pour les collectivités locales. De même, elle a aménagé le premier aéroport privé en Russie, à Tchoukotka, qui peut accueillir un avion Antonov 74. Par ailleurs, Kinross emploie environ 1 150 personnes à Tchoukotka, en plus de faire appel à quelque 300 entrepreneurs et d'entretenir des relations de partenariat avec environ 50 entreprises et entrepreneurs de Tchoukotka. En conséquence, Kinross était responsable d'environ 40 % du produit régional brut (PRB) de Tchoukotka en 2008, et ce pourcentage devait atteindre autour de 60 à 65 % en 2009⁶.

Tenir bon malgré les difficultés systémiques

L'établissement de bonnes relations avec les partenaires et avec les autorités gouvernementales est donc l'un des secrets du succès dans un régime comme celui de la Russie, où les difficultés et les obstacles sont nombreux. En fait, comme le représentant de Terralink l'a précisé au Comité, tout engagement à long terme suppose de la part d'une entreprise qu'elle ait la persévérance et la tolérance au risque voulues pour surmonter les nombreuses difficultés qui surviendront, qu'elle fasse tout ce qu'il est raisonnable de faire pour réussir et qu'elle collabore avec le régime plutôt que d'en être l'instrument⁷.

⁶ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

⁷ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

En fait, le Comité n'est pas naïf au point de croire que le contexte commercial en Russie ne recèle pas son lot d'expériences négatives et que le fonctionnement des affaires est simple et exempt de difficultés ou de frustrations. Le Comité a entendu des entreprises canadiennes et des représentants du gouvernement russe lui dire que la bureaucratie russe n'a pas froid aux yeux et peut certes retarder sans raison apparente le rythme auquel se déroulent les affaires. En effet, les nombreux règlements, la lourdeur des procédures, les divergences d'application, l'ambiguïté et le manque de transparence ralentissent le processus bureaucratique⁸. Par exemple, nous avons appris que les demandes d'allégement tarifaire et de subventions publiques mettent de plus en plus de temps à être traitées, en raison de l'opacité des règlements qui définissent ce qui constitue une entreprise russe et bon nombre de partenaires russes d'entreprises canadiennes en font les frais⁹. Par ailleurs, les entreprises canadiennes qui font appel aux services professionnels d'étrangers pour promouvoir leurs intérêts commerciaux ont souligné que leur capacité de fonctionner dans des conditions optimales est elle aussi amoindrie par la lourdeur des procédures à suivre pour obtenir des visas de travail pour des étrangers hautement qualifiés¹⁰. Le Comité a par ailleurs appris de la bouche de Rod Lever, représentant en chef d'Exportation et développement Canada (EDC) pour la Russie et la Communauté des États indépendants (CEI), qu'EDC a tenté depuis plus d'un an d'obtenir une marge de crédit auprès d'une banque russe afin d'offrir à ses clients une importante source de financement et leur faire profiter de conditions de financement comparables à celles de leurs concurrents d'autres pays¹¹.

Les tendances protectionnistes de la Russie ont également été mentionnées au nombre des facteurs qui compliquent la poursuite de projets commerciaux. Certes, d'autres

⁸ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

⁹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

¹⁰ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

¹¹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

pays avec lesquels le Canada entretient des relations commerciales ou souhaite en développer font eux aussi preuve de nationalisme économique sous une forme ou sous une autre. Toutefois, dans le cas de la Russie, c'est l'effet conjugué du protectionnisme et de la lourdeur du processus bureaucratique qui a empêché le Canada et la Russie de pleinement réaliser leur potentiel commercial¹². Par exemple, les conditions d'application des restrictions visant la propriété étrangère d'industries stratégiques en Russie, qui comprennent entre autres les ressources naturelles, le matériel militaire, l'aérospatiale et le bois d'œuvre, sont qualifiées d'obscur et d'imprévisibles¹³. De plus, le processus d'approbation d'une demande d'investissement étranger dure au moins six mois, au cours desquels de nouvelles conditions jusque-là imprévues apparaissent et, ainsi, compliquent encore davantage les choses¹⁴.

L'agro-industrie a été particulièrement difficile à percer pour les exportateurs canadiens de produits agricoles dans le passé, en raison de l'effet conjugué de l'ambiguïté administrative et du protectionnisme. Par exemple, si les interdictions d'importations de porc et de bœuf par la Russie constituaient par elles-mêmes des obstacles de taille, les formalités administratives et l'ambiguïté entourant l'application des codes d'importation pertinents ne font qu'aggraver la situation puisqu'il est difficile de savoir avec précision quels codes seront utilisés à l'égard des importations. Les effets se sont manifestés dans les statistiques du commerce pour l'année 2009, au cours de laquelle les exportations de porc canadien vers la Russie ont diminué de 65,1 % comparativement à même période l'année précédente¹⁵.

¹² Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

¹³ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

¹⁴ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

¹⁵ Statistique Canada.

Le Comité a par ailleurs appris que la politique de tolérance zéro de la Russie à l'égard de la contamination des aliments importés a été utilisée pour empêcher l'importation de produits canadiens afin de protéger des produits russes qui autrement n'auraient pas été concurrentiels¹⁶. De façon précise, les producteurs canadiens de bœuf ont été visés par l'interdiction d'importation liée à l'ESB et n'ont pu en conséquence avoir librement accès au marché russe. Le porc a également fait l'objet d'une interdiction temporaire d'importation pour différentes raisons, allant de la production de certificats d'exportation frauduleux aux normes microbiologiques exagérément sévères appliquées par la Russie, en passant par le H1N1.

Les effets du protectionnisme russe sur les exportations canadiennes vers ce pays ne sont pas négligeables; ainsi, les exportations canadiennes ont reculé de 41 % au cours de 2009, comparativement à 2008¹⁷. Au même moment, la crise économique mondiale a influencé la chute des exportations canadiennes vers la Russie.

Le cas de Bombardier est un autre exemple des effets du nationalisme économique russe. Le Comité a en effet été informé des efforts déployés pendant deux ans par Bombardier pour obtenir l'homologation de son avion CRJ 900 en Russie. Le fait que l'appareil de Bombardier est un concurrent direct d'un autre appareil de fabrication russe, capable lui aussi d'accueillir plus de 50 passagers et jouissant d'un fort appui auprès des autorités gouvernementales russes, a été cité au nombre des facteurs qui ont contribué à retarder l'obtention de l'homologation. Les problèmes d'homologation éprouvés par Bombardier s'ajoutent aux obstacles tarifaires auxquels l'entreprise canadienne a été confrontée, notamment le droit tarifaire de 20 % imposé sur les avions de 50 à 300 places¹⁸.

¹⁶ Rencontres à Moscou, en Russie, les 11 et 13 octobre 2009.

¹⁷ Statistique Canada.

¹⁸ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

Ces problèmes ne sont pas uniques aux entreprises canadiennes ou à Bombardier, comme en témoigne l'expérience d'autres grandes entreprises étrangères. Par exemple, nous avons appris que De Beers Diamonds Jewellers a décidé de ne pas investir en Russie parce que les autorités russes n'arrêtaient pas de changer ses conditions d'investissement. IKEA a également éprouvé quelques difficultés à obtenir que ses magasins, alors sur le point d'ouvrir leurs portes, soient alimentés en électricité. Ces exemples montrent que les grandes sociétés sont vulnérables aux particularités du contexte commercial russe. Toutefois, les conséquences de ces particularités pour les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent être préjudiciables d'un point de vue financier et ne pas valoir le temps et les efforts qu'il faudrait y consacrer, ce qui réduit d'autant les grandes possibilités d'élargissement des relations commerciales canadiennes en Russie¹⁹.

Ces cas très notoires influent inévitablement sur la couverture que font les médias du contexte commercial russe et alimentent la perception selon laquelle le régime est corrompu. Les expériences négatives ne sont toutefois que l'exception et causent beaucoup de tort, puisqu'elles font peur et coupent court à bon nombre de projets commerciaux et d'investissements qui pourraient mener à des réformes systémiques. Malgré les échecs, les entreprises canadiennes que le Comité a rencontrées ont résolument affirmé qu'elles étaient la preuve qu'il est possible pour une entreprise de réussir proprement et sans reproche en Russie, mais que cela exige une perspective à long terme. Selon le point de vue d'un homme d'affaires canadien, le processus bureaucratique russe, aussi lourd soit-il, constitue en fait un important instrument de responsabilisation et est précieux parce qu'il permet de laisser une trace écrite²⁰. D'autres nous ont dit aussi qu'il n'est pas insurmontable d'apprendre à naviguer dans

¹⁹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

²⁰ Rencontre à Khanty-Mansiysk, en Russie, le 16 octobre 2009.

les dédales administratifs et à composer avec le protectionnisme russe. Par exemple, la situation d'IKEA a fini par se régler.

Par ailleurs, le problème de la corruption n'est pas unique à la Russie. Ces dernières années, il y a eu dans des économies plus développées comme le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis, beaucoup de cas très médiatisés d'utilisation intéressée et abusive des fonds publics et de fraudes dans le secteur des investissements, ainsi que d'autres activités criminelles connexes dans le secteur économique et financier. Cependant, dans le cas de la Russie la lutte à la corruption continuera d'être le symbole du travail de réforme qui reste encore à accomplir avant que la Russie puisse sans aucune réserve être considérée comme un bon endroit où faire des affaires.

DÉFIS ET INITIATIVES DE RÉFORME EN RUSSIE

Donc, si le succès commercial est à la portée des entreprises en Russie, une réforme du système s'impose. Il faut souligner à cet égard que la Russie, telle qu'on la connaît aujourd'hui, est un pays relativement nouveau, dont les structures politiques et économiques actuelles existent depuis à peine vingt ans. Il ne faut pas s'attendre, dans les circonstances, à ce qu'elle se transforme du jour au lendemain en un pays moderne et ouvert. Comme il est mentionné dans l'introduction du présent rapport intérimaire, le président russe Dimitri Medvedev a d'ailleurs lui-même reconnu qu'il reste du chemin à parcourir et des réformes à effectuer pour moderniser l'économie russe, en particulier en ce qui concerne l'inefficacité de la bureaucratie et la corruption généralisée. Depuis la dernière crise survenue en 1998, la Russie a connu un développement économique incroyable et la classe moyenne de ce pays n'a jamais cessé de grandir. Mais il y a encore des lacunes à combler et le niveau de pauvreté demeure élevé. La Russie ne jouit pas d'une situation très enviable, quand on pense aux défis qui l'attendent au plan économique et aux réformes nécessaires pour améliorer les conditions internes et élargir le spectre et le nombre des négociants et des investisseurs qui s'intéressent à elle.

Ainsi, on ne peut dissocier du régime qui continue de prévaloir même vingt ans après la chute du communisme et dont seule une minorité profite encore, bon nombre des difficultés et problèmes signalés au Comité, telles que les coûteuses tracasseries administratives et la tendance au protectionnisme. Notons à cet égard la place importante qu'occupent encore certaines industries lourdes inefficaces, en raison de leur valeur stratégique et de leur contribution à l'autosuffisance de la Russie. Ces

industries sont maintenues en vie artificiellement et gardées à l'abri de la concurrence étrangère²¹.

La dépendance de la Russie à l'égard du pétrole, du gaz et d'autres ressources de valeur constitue à la fois une bénédiction et une calamité. Les revenus tirés de produits de base comme le pétrole, le gaz, les diamants, l'or et les forêts comptent pour près de 60 % du PIB de la Russie²². D'une part, les prix élevés du pétrole ont permis au gouvernement russe de se constituer des réserves de devises étrangères et de dégager des excédents budgétaires. D'autre part, la chute soudaine du cours des produits de base a mis en relief la vulnérabilité de la Russie et le besoin de diversification de son économie²³. Après avoir atteint un sommet historique de 145 \$US le baril en juillet 2008, le prix du pétrole a chuté à 40 \$US le baril en décembre 2008, pour ensuite remonter et s'établir entre 68 et 73 \$US le baril en août et en septembre 2009. En raison de la chute des cours du pétrole, les revenus budgétaires consolidés de la Russie ont enregistré une baisse de 23 % sur douze mois pour les trois premiers trimestres de 2009²⁴.

Selon ce qu'a appris le Comité, le gouvernement russe, après que la crise eut éclaté, a réussi à stabiliser l'économie, ce qui a été le but immédiat, sauf qu'il n'a pas su résister à la tentation de maintenir le statu quo, au lieu de profiter de la motivation si grande comme la stabilisation de la crise pour apporter les ajustements nécessaires²⁵. Au rythme où vont les choses, les ressources naturelles de la Russie seront complètement

²¹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

²² Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

²³ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

²⁴ Groupe financier Banque TD, *Quarterly Commodity Price Report*, 2 octobre 2009

(<http://www.td.com/economics/commodity/cpr1009.pdf>); The Economist Intelligence Unit, *Country Report Russia*, novembre 2009.

²⁵ Rencontres à Moscou, en Russie, les 11 et 13 octobre 2009.

épuisées d'ici 2050²⁶. Mais tant que l'on continuera de se préoccuper de façon générale de la structure économique sans en apporter des changements et que l'on remettra à plus tard la diversification, la réforme de l'appareil bureaucratique qui a été mis en place pour administrer les structures politiques et économiques associées au régime soviétique ne fera pas partie des priorités.

En fin du compte, les fondements de l'économie russe laissent à désirer et cela se traduit par une surbureaucratization des procédés, une tendance au protectionnisme et une dépendance aux produits de base²⁷. Plusieurs représentants du gouvernement reconnaissent qu'il faut des réformes afin de diversifier et moderniser l'économie et offrir un meilleur accès aux nouvelles technologies et à l'innovation²⁸. M. Konstantin Kosachev, président de la Commission pour les Affaires internationales de la Douma, notamment, a expliqué que son gouvernement cherche des moyens à réduire de 60 % à 30 % la place du pétrole et d'autres ressources énergétiques dans l'économie russe²⁹.

Le Comité s'est aussi laissé dire que la Russie devait accentuer ses efforts pour enrayer la corruption et se doter de nouvelles lois. La Dotation Carnegie pour la paix internationale a fait savoir que des mesures avaient déjà été prises dans ce sens. D'ailleurs, les pratiques commerciales en Russie sont beaucoup plus saines, propres et légales maintenant qu'elles ne l'étaient dans les années 1990, et de nouvelles mesures législatives régissant les activités commerciales sont attendues³⁰. M. Ivan Materov, sous-ministre de l'industrie et du commerce, a aussi expliqué que le gouvernement fédéral essaie de diminuer la corruption dans l'administration publique grâce à un programme de lutte contre la corruption qui, pour commencer, réduira le nombre de

²⁶ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

²⁷ Rencontre à Moscou, en Russie, le 14 octobre 2009.

²⁸ Rencontres à Moscou, en Russie, les 12, 13 et 14 octobre 2009.

²⁹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 14 octobre 2009.

³⁰ Rencontre à Moscou, en Russie, le 14 octobre 2009.

permis et de licences accordés pour pratiquer des activités commerciales. M. Kosachev a ajouté que les lois concernant l'extraction des ressources enfouies dans le sous-sol seraient revues et modifiées à la lueur des consultations avec des entreprises étrangères, afin d'accroître les investissements dans ce secteur.

Mais il y a un coût élevé à payer pour les réformes administratives, judiciaires et économiques nécessaires à la diversification et à la modernisation de l'économie russe. La politique économique russe, qui favorise la protection des industries stratégiques et entretient la dépendance à l'égard des produits de base, repose sur des bases solides qui risquent d'entraver les réformes en profondeur³¹. En outre, comme l'a fait observer M. Rasmussen, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'appareil bureaucratique russe est une véritable pépinière d'emplois et les réformes entraîneront la perte de milliers et de milliers d'emplois. Pourtant, ces changements s'imposent si on veut une économie saine et prospère et une politique d'emploi féconde limitant les restructurations administratives³².

Il est d'autant plus difficile de mener à bien une réforme de l'économie et cela dans une courte période de temps que la Russie connaît actuellement une baisse démographique. Le Comité a appris en effet du représentant de la Banque mondiale que la Russie s'attend de voir sa population diminuer de 50 millions d'habitants d'ici 2020. Pendant que la population vieillissait, le taux de natalité est passé de 3,2 % en 1990 à 2,5 % en 2008³³. L'espérance de vie chez les hommes est maintenant de 57 ans, à peu près la même qu'au Zimbabwe. Beaucoup meurent à un jeune âge, victimes de l'alcoolisme et de comportements à risque, comme la conduite dangereuse.

³¹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 14 octobre 2009.

³² Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

³³ Groupe de la Banque mondiale, 2009, base de données des Indicateurs du développement dans le monde, http://ddp-ext.worldbank.org/ext/ddpreports/ViewSharedReport?&CF=1&REPORT_ID=1336&REQUEST_TYPE=VIEWADVANCED&HF=N/IDGProfile.asp.

L'immigration pourrait être une solution à ce défi démographique. D'ailleurs, un nombre élevé des migrants des anciennes républiques soviétiques, y compris d'Asie centrale, et des régions périphériques affluent en Russie et dans ses grands centres urbains. Cependant, le Comité a entendu que pour des raisons de discrimination contre les groupes non-russes, on aura du mal à récolter les fruits de cette migration et à intégrer les nouveaux arrivants. Les villes et les régions ayant une économie mono industrielle seraient particulièrement vulnérables à la crise et aux réformes destinées à moderniser et à diversifier l'économie russe. Parmi les solutions envisagées : soit qu'on renfloue l'industrie locale ou qu'on déménage les populations dans une autre partie du pays³⁴.

³⁴ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le fait que des entreprises canadiennes aient réussi à prospérer sur le marché russe, malgré les embûches et les conditions économiques prévalant dans ce pays, confirme la conclusion générale qui se dégage du présent rapport, à savoir que l'image sombre qu'on se faisait de la Russie a masqué pendant trop longtemps les perspectives d'affaires qui s'offrent dans ce pays, et qu'on aurait nettement intérêt à accroître les investissements et les échanges commerciaux entre le Canada et la Russie. Bien que modestes, nos exportations record de 1,5 milliard de dollars de marchandises en Russie en 2008, et de 281 millions de dollars de services en 2007, s'ajoutant à des investissements directs de 540 millions de dollars en 2008, ne sont pas négligeables et augmentent chaque année, ce qui laisse supposer que l'on va dans la bonne direction³⁵.

Le Comité trouve que la Russie est un marché intéressant qui offre une foule de possibilités pour les entreprises canadiennes à long terme. De nombreux intervenants ont parlé de secteurs où les entrepreneurs et les investisseurs canadiens ont été chaleureusement accueillis et continueront de l'être, surtout des secteurs où le Canada jouit d'une certaine expérience³⁶. Pensons, par exemple, au développement de l'infrastructure russe et à l'aménagement de lignes ferroviaires modernes sur l'un des réseaux de transport par train du fret et des passagers les plus vastes et les plus sollicités au monde. Il y a aussi de vastes perspectives d'affaires dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, des transports, du bois d'œuvre, du papier et des ressources naturelles. L'économie verte offre aussi des débouchés aux entreprises canadiennes et à ceux qui encouragent la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique, et font usage de technologies vertes.

³⁵ Statistique Canada.

³⁶ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

Des entreprises canadiennes travaillent également sur des projets de construction et de logement en Russie, surtout dans le Grand Nord³⁷. On pourrait également envisager la participation à des projets trilatéraux pour accroître les débouchés commerciaux et les possibilités d'investissements³⁸. Ainsi, comme les prochains Jeux olympiques d'hiver se tiendront en Russie, succédant à ceux de Vancouver, il y aurait peut-être lieu d'accentuer la coopération entre les deux pays. SNC-Lavalin joue déjà un rôle important sur ce plan. Le sous-ministre russe du Commerce et de l'Industrie a dit se réjouir des nouveaux investissements canadiens dans son pays³⁹.

Dans le cadre de sa mission d'étude, le Comité s'est aussi rendu à Khanty-Mansiysk⁴⁰, chef-lieu du district (okrug) autonome du même nom situé en Russie subarctique. Le district compte au total 1,5 million d'habitants, dont le nombre ne cesse de grandir, et 46 communautés ethniques. On y trouve des quantités abondantes de richesses naturelles, dont des hydrocarbures, des gisements de minéraux solides et du bois. Cette région, qui constitue la « principale réserve énergétique de la Russie » abrite plus de 400 champs pétrolifères connus et est sillonnée par un vaste réseau d'oléoducs et de gazoducs. Pourvu de toutes ces richesses, le district de Khanty-Mansiysk se classe bon premier parmi tous les districts russes pour ce qui a trait à la production de pétrole, à la production d'énergie électrique et au volume de production industrielle. Quelque 13,5 % de tout le pétrole vendu dans le monde vient de Russie, et 7,7 % du district de Khanty-Mansiysk (en comparaison, la production mondiale de pétrole de l'Arabie Saoudite s'établit à 12,2 % et celle du Canada, à 3,5 %). Ce district est remarquablement riche. En 2008, son produit régional brut s'est élevé à 1,8 billion de roubles (73 milliards de dollars canadiens), dont 1,38 billion (56 milliards de dollars

³⁷ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

³⁸ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

³⁹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

⁴⁰ La ville est située à une latitude de 61 degrés, donc un peu plus au nord que Whitehorse, au Yukon.

canadiens) est allé garnir les coffres de la Russie. Il représente un terrain fertile pour la coopération internationale, où il coopère notamment avec le Canada dans les domaines du soutien aux populations autochtones, la gestion du sous-sol, la protection de l'environnement et la construction industrielle et domiciliaire, pour n'en nommer que quelques-uns. Il s'enorgueillit de son niveau de vie élevé et des activités culturelles, des installations récréatives et des loisirs qui sont offerts à la population, en grande partie grâce aux revenus tirés de ses richesses naturelles et de ses activités économiques⁴¹. Le district doit une bonne part de son succès à la vision et à la détermination dont a fait preuve son gouverneur, M. Aleksander Vasilievich Filipenko, qui a su faire profiter la population de la manne provenant des ressources naturelles en répondant aux besoins sociaux de la population et en l'offrant des services. Les membres du Comité en ont pris bonne note.

Cette visite en région a convaincu le Comité que les participants aux projets visant à étendre nos relations commerciales avec la Russie doivent se rendre compte qu'il y a une différence entre le Moscou et la Russie. Les régions offrent une foule de possibilités, qu'il s'agisse de la mise en valeur des ressources ou de l'exploitation de marchés intéressants dans des villes d'un demi-million d'habitants ou plus. Certaines entreprises canadiennes ont su profiter d'occasions d'affaires en dehors des grands centres, que ce soit dans le district extrême-oriental de Tchoukotka ou dans la ceinture agricole s'étendant au sud du pays, et on ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas d'autres occasions semblables à saisir.

Le Comité a été très impressionné par sa visite à Khanty-Mansiysk, mais il sait bien que les régions et districts russes n'offrent pas tous les mêmes conditions ou les mêmes possibilités. Celles-ci varient selon les ressources existantes, le rendement et la

⁴¹ Rencontres à Khanty-Mansiysk, en Russie, les 15 et 16 octobre 2009.

conjoncture économiques. En effet, les différences régionales constituent un autre défi pour la Russie.

Soulignons que les perspectives d'expansion des relations commerciales avec le Canada cadrent avec les priorités économiques de la Russie. À Moscou comme à Khanty-Mansiysk, des représentants du gouvernement ont fait part de l'intérêt et du besoin que présentent pour la Russie la capacité d'innovation et la technologie canadiennes dans les domaines de l'exploitation pétrolière et gazière, de l'agriculture, du bois et des transports. Ils reconnaissent la nécessité de diversifier l'économie russe pour se libérer des carcans qui ont rendu la Russie vulnérable à la crise économique et lui causent maintenant de graves problèmes démographiques. Le Comité a aussi discuté avec ses interlocuteurs des possibilités de développer l'industrie touristique en Russie, notamment dans la région de Khanty-Mansiysk, en exploitant le filon de ses expériences nordiques.

La diversification de l'économie passera également par le développement du secteur de la haute technologie, ainsi que des industries de l'automobile et de la fabrication de machines. La Banque mondiale a indiqué que la Russie doit ouvrir encore plus grand ses portes à l'investissement étranger direct, moins pour avoir accès à des capitaux que pour des raisons d'innovation⁴². La BERD estime cependant qu'il est difficile d'obtenir du gouvernement les capitaux nécessaires pour diversifier l'économie de la façon déterminée par l'État, puisque cet argent doit servir de stimulus économique⁴³. La création de techno-parcs, ou de zones économiques spéciales (ZES), constituent, aux yeux de certains, une mesure importante pour favoriser l'innovation, les investissements et l'acquisition de capitaux⁴⁴.

⁴² Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

⁴³ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

⁴⁴ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

Le Comité a été à même de constater, lors de sa visite à l'Université de Yougra et à l'École des beaux-arts de Khanty-Mansiysk, l'importance accordée aux connaissances et à l'innovation pour bâtir l'économie russe de demain. Il a été ébloui par les talents et l'enthousiasme démontrés par les étudiants et les administrateurs. Le plus impressionnant, c'est que ces institutions existent depuis seulement quelques années, grâce aux revenus générés par le boum énergétique qu'a connu le district de Khanty-Mansiysk. La jeunesse russe s'affirme déjà comme un acteur important dans l'avenir de la nation. Comme l'ont fait observer les représentants de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, les jeunes Russes apprennent des langues étrangères et voyagent à l'extérieur du pays comme jamais auparavant, soit en touristes ou pour leurs études, et ils rapportent avec eux des connaissances et des idées qu'ils intègrent et adaptent à leur retour au contexte russe⁴⁵. Le Comité a aussi constaté que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à s'inscrire à des programmes universitaires de premier cycle, surtout dans des disciplines non traditionnelles comme le génie et la géologie.

⁴⁵ Rencontre à Moscou, en Russie, le 14 octobre 2009.

SAVOIR SAISIR LES OCCASIONS OFFERTES

C'est peut-être maintenant que se dessine l'avenir des relations commerciales entre le Canada et la Russie, mais si on veut profiter des occasions qui se présentent actuellement, il faut examiner plusieurs points pertinents pour s'assurer de ne pas se priver inutilement de tous les avantages commerciaux découlant de ces relations.

Rendre le système de visas plus efficient

Un des messages souvent martelés par les personnes rencontrées par le Comité concerne le système de visas du Canada. Suivant sa loi constitutive et son application, il nuit grandement au commerce et aux investissements entre le Canada et la Russie⁴⁶. Selon ce qu'a appris le Comité sur la nature de l'évolution économique du communisme vers le capitalisme de la Russie, et de la manière abusive dont on utilise le système judiciaire russe à des fins personnelles d'ordre politique et économique, bon nombre de représentants du monde des affaires et de hauts fonctionnaires russes auraient du mal, pour ses raisons entre autres, à se procurer un visa d'entrée au Canada dans un délai raisonnable. Ceci explique que des demandeurs soient parfois considérés comme appartenant à des catégories inadmissibles; c'est en tout cas ce qui est arrivé récemment à un éminent membre de l'Assemblée fédérale de Russie. Il est toujours possible d'obtenir un permis de résident temporaire, mais comme ces permis sont délivrés à des demandeurs qui autrement seraient classés dans des catégories inadmissibles, ils sont mal vus.

⁴⁶ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

En outre, le processus d'acquisition d'un permis de résident temporaire est long, et le commerce et les affaires de l'État ne peuvent attendre. Le Comité a été particulièrement gêné d'apprendre qu'un agent d'immigration canadien avait cité Wikipédia pour refuser à un demandeur un visa d'entrée au Canada. Le Canada, a fait observer le sous-ministre des Affaires étrangères de la Russie, M. Sergey Ryabkov, sera le théâtre de plusieurs événements importants en 2010, dont les Jeux olympiques d'hiver à Vancouver, qui ont déjà eu lieu, et les Sommets du G-8 et du G-20, et la façon dont on attribue les visas s'avérera être une question importante. Le sous-ministre a ajouté qu'il faudrait réfléchir à des moyens créatifs de gérer le processus de délivrance des visas. Si on ajoute à cela le peu de visites effectuées par des représentants du gouvernement canadien en Russie, on pourrait croire que le Canada s'en désintéresse.

Présence accrue des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada

On a aussi insisté auprès du Comité sur la nécessité d'accroître la présence et multiplier les visites en Russie de hauts dignitaires des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada⁴⁷, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, pour que le gouvernement russe joue lui-même un rôle de premier plan dans des initiatives commerciales russes, il faut que son homologue canadien soit visible lui aussi quand des intérêts canadiens sont en cause. Deuxièmement, ce genre de présence et de visibilité témoigne du respect et de la priorité qu'accordent les gouvernements canadiens à tous les niveaux, au commerce et aux investissements canadiens en Russie. Troisièmement, cela permettra d'ouvrir un canal de communication avec les personnes influentes capables de supprimer les irritants à mesure qu'ils surviennent⁴⁸.

⁴⁷ Rencontres à Moscou, en Russie, les 12 et 13 octobre 2009.

⁴⁸ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

Par exemple, la visite ministérielle canadienne en Russie effectuée en même temps que nous a porté fruit puisqu'on a annoncé au cours de cette même semaine que la Russie avait décidé d'autoriser les importations depuis le Canada de produits de bœuf non désossé provenant de bovins âgés de moins de 30 mois, de même que de produits de bœuf désossé provenant de bovins âgés de plus de 30 mois. L'ouverture à ces importations ne pourra qu'être bénéfique puisqu'elle aidera les éleveurs canadiens à récupérer un important marché perdu à la suite de la découverte de cas d'ESB dans leur troupeau en 2003. Plusieurs gens d'affaires canadiens rencontrés par le Comité ont indiqué que même la présence du Comité était utile et rehaussait considérablement l'image du Canada en Russie⁴⁹.

La concurrence de l'extérieur

Il est d'autant plus important de soigner nos relations et d'accentuer notre présence que, dans certains secteurs, la concurrence est féroce et ceux qui excellent ont pu s'approprier la plus grande part du marché russe. Le Comité a appris que les gouvernements de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et des États-Unis, envoient régulièrement de leurs représentants en visite officielle en Russie, ce qui leur procure un avantage dans différents secteurs du marché russe comparativement au Canada. Certains de ces pays ont aussi une culture de travail qui ressemble davantage à celle de la Russie, c'est-à-dire que leur gouvernement entretient des relations de travail étroites avec le secteur privé, ce qui, croit-on, contribuerait au succès de leurs entreprises en Russie⁵⁰.

⁴⁹ Rencontres à Moscou, en Russie, les 11 et 13 octobre 2009.

⁵⁰ Rencontres à Moscou, en Russie, les 12 et 13 octobre 2009.

Par ailleurs, il semblerait qu'une intervention plus soutenue de la part d'autres gouvernements aurait aidé à régler diverses questions et préoccupations au profit de leurs entreprises. Le Comité s'est laissé dire, par exemple, que les États-Unis s'étaient entendus avec le gouvernement russe pour faciliter le processus d'acquisition de visas de travail russes aux ressortissants américains, surtout dans le secteur des services financiers, alors que les Canadiens doivent encore se soumettre à un processus compliqué⁵¹.

Un autre élément important de la culture du travail en Russie, qui manque aux Canadiens, contrairement à certains de leurs concurrents, est la Convention Apostille de La Haye de 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. Le Canada n'étant pas au nombre des signataires de cette convention, les entreprises canadiennes doivent s'astreindre à de longues et coûteuses procédures pour faire notarié, approuver et légaliser des documents commerciaux et ce, à la différence de leurs concurrents des États-Unis, de Chine et de nombreux pays d'Europe. Les coûts associés à ces démarches peuvent être décourageants pour les petites et moyennes entreprises jouissant de moyens limités⁵².

Accords bilatéraux et internationaux

Le Comité a appris avec joie que le gouvernement russe était en train de revoir l'ébauche d'un nouvel Accord amélioré sur la protection des investissements étrangers avec le Canada, et qu'il avait l'intention de l'entériner⁵³.

⁵¹ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

⁵² Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

⁵³ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est un autre outil important qui permettrait d'accroître la prévisibilité des relations commerciales entre le Canada et la Russie. Malheureusement, même si le processus d'adhésion est en marche depuis 1993, la Russie ne fait toujours pas partie de cette organisation. Le Canada a conclu des accords bilatéraux avec la Russie, mais pas les États-Unis. L'adhésion de la Russie pourrait être retardée à nouveau en raison de l'union douanière qu'elle a conclue dernièrement avec le Kazakhstan et le Bélarus, et de l'intention qu'elle a exprimée de faire son entrée dans l'OMC en même temps que ces deux pays. Selon les personnes rencontrées par le Comité, la Russie devra donc attendre pour adhérer à l'OMC de cette façon, car le Bélarus est loin d'être prêt à accéder à cette organisation. En outre, cette proposition de la Russie est sans précédent et elle suscite beaucoup d'incertitude. Il est à espérer que l'on trouvera la volonté politique nécessaire pour dénouer rapidement l'impasse, dans l'intérêt de toutes les parties en cause⁵⁴.

Plusieurs interlocuteurs du gouvernement et du Parlement de Russie ont assuré que leur pays tenait à adhérer à l'OMC⁵⁵. Ce serait un pas important pour s'éloigner de la politique protectionniste. D'après le sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, l'adhésion à l'OMC se ferait dans une quinzaine d'années. D'ici là, comme le cadre législatif russe est déjà adapté aux règles de l'OMC, la Russie, nous a-t-on indiqué, se conforme déjà à 99 % à ces règles⁵⁶.

Affectation de ressources supplémentaires par le gouvernement canadien

Afin d'aider les entreprises canadiennes à étendre leurs activités et à profiter des occasions d'affaires qui s'offrent à elles, on nous a recommandé d'augmenter les

⁵⁴ Rencontre à Moscou, en Russie, le 13 octobre 2009.

⁵⁵ Rencontres à Moscou, en Russie, les 12 et 14 octobre 2009.

⁵⁶ Rencontre à Moscou, en Russie, le 12 octobre 2009.

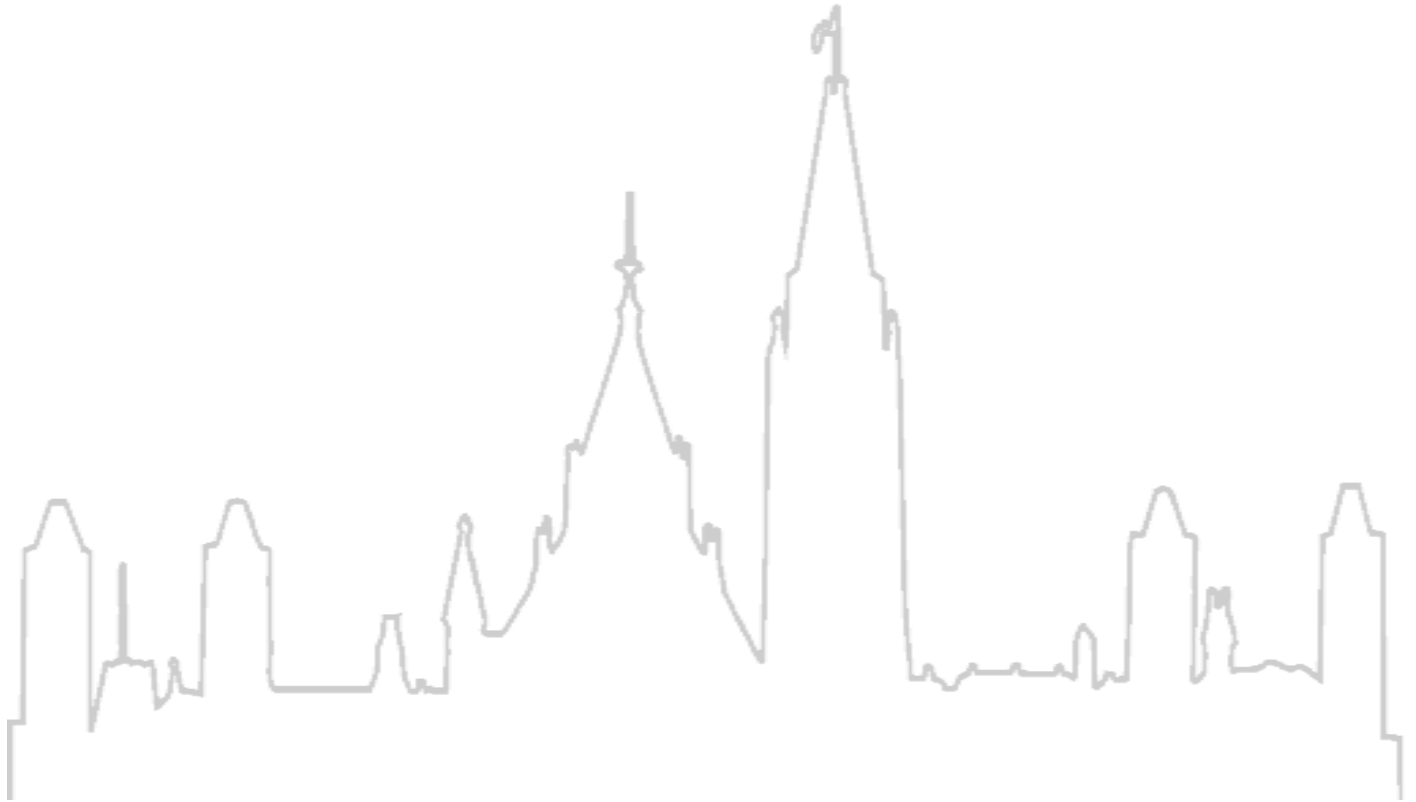
ressources disponibles sur place. La fermeture du consulat canadien à Saint-Pétersbourg, en 2007, aurait été une erreur, et elle aurait coûté au Canada de belles occasions au plan commercial. Le Comité a appris également que, vu le nombre de sociétés canadiennes actives dans l'Extrême-Orient russe, le Canada aurait intérêt à ouvrir un bureau commercial pour cette région. On a tendance à négliger le fait que le Canada et la Russie sont deux États bordés par le Pacifique. L'exploitation de cette dimension pourrait largement contribuer à multiplier les perspectives d'investissement et de commerce entre les deux pays.

Comme ce fut le cas dans notre rapport et nos recommandations concernant Exportation et développement Canada, le Comité tient à souligner les efforts du personnel d'EDC à Moscou et à l'encourager dans son travail. Les quatre personnes d'EDC à pied d'œuvre en Russie ont cependant besoin de renfort. Le Comité invite encore une fois EDC à faire appel aux talents linguistiques et à la connaissance des marchés dans leur pays d'origine que possèdent les membres de la diaspora russe au Canada, au profit d'occasions d'affaires pour le Canada.

CONCLUSION

Des représentants des milieux d'affaires canadiens en Russie ont affirmé au Comité que les Russes aiment les Canadiens et sont heureux de faire des affaires avec eux. Les représentants gouvernementaux russes nous ont exprimé, à maintes reprises, combien heureux ils ont été de notre visite en Russie et de l'intérêt que nous avons porté aux relations économiques et commerciales entre le Canada et la Russie. Que le Canada devienne ou non un des principaux partenaires commerciaux de la Russie, en raison du volume et du montant des échanges et des investissements, il est important que les deux États développent au maximum leurs relations commerciales et en tirent chacun le meilleur parti. L'annonce de la Banque centrale russe à l'effet qu'elle songe à ajouter à ses réserves étrangères le dollar canadien en fait foi.

Étant donné que le comité étudie les possibilités de relations commerciales entre le Canada et la Russie, il examinera au cours de ses réunions le dossier des visas avec les haut-fonctionnaires du gouvernement canadien. À cette fin, le Comité pense qu'il est important de mettre en relief les réussites commerciales du Canada. Le Canada doit sa bonne réputation au travail accompli par les sociétés canadiennes qui ont réussi à se démarquer dans différents secteurs de l'économie russe ainsi qu'au respect qu'elles ont acquis. Une réputation qu'il devra mettre à profit afin d'intensifier ses relations commerciales et bâtir un avenir plus prospère. La tâche sera ardue, mais elle n'est pas insurmontable.



This report is also available in English.

Information regarding the committee can be obtained through its web site :

www.senate-senat.ca/foraffetrang.asp.

Des renseignements sur le comité sont disponibles sur le site:

www.senate-senat.ca/foraffetrang.asp.